



Vive la nouvelle montée des Luites Populaires !

Le 11 mars fut une journée de puissante mobilisation ouvrière et populaire. C'était la première depuis mai 68. Elle marque un nouveau tournant des luttes en France.

A l'origine de cette journée il y a deux faits, deux faits riches d'enseignements.

Le premier est la colère des masses devant le durcissement de la dictature bourgeoise. A Tilsitt le patronat et l'Etat-patron ont refusé la moindre concession. Pourtant depuis juin ils ont augmenté les cadences de manière éhontée, diminué constamment le pouvoir d'achat des travailleurs, refusé systématiquement toute amélioration de leurs conditions de vie. Ce durcissement révèle la crise profonde du capitalisme français. Sa marge de manœuvre est de plus en plus réduite. Sa faiblesse économique est évidente depuis la crise du franc et les menaces régulières de dévaluation. Mais sa faiblesse est en même temps politique : nous vivons aujourd'hui une période où la démocratie bourgeoise est en voie de fascisation. Le capital montre les dents, la répression s'exerce partout, à l'usine, à l'université, dans les quartiers. Les arrestations, les licenciements arbitraires de militants ne se comptent plus.

La coupe est pleine. Le peuple en a assez. Même un représentant de la droite libérale, comme Duhamel, le reconnaît : « La France est au bord de l'explosion ». Ce qu'il appelle la France, c'est en vérité le peuple : les ouvriers, les étudiants révolutionnaires et progressistes, les employés, les artisans, les petits commerçants, les paysans. De cet ensemble de classes et de couches anti-monopolistes, seul le prolétariat peut prendre la tête. Lénine disait : « Il est la seule classe authentiquement révolutionnaire et il se bat pour les intérêts de tous ». Le 11 mars, après plusieurs semaines de grèves importantes dans tout le pays, la classe ouvrière rappelle qu'elle est la force dirigeante de la lutte de classe.

Le deuxième motif de la mobilisation du 11, c'est précisément les grèves qui l'ont précédée. Ces grèves sont dues exclusivement à l'initiative de la base. Au Mans, à Sochaux, à Tudor, à la gare de Lyon... ce sont les travailleurs eux-mêmes, des jeunes souvent, qui les entreprirent. Dans le climat de mécontentement actuel, elles eurent immédiatement une répercussion nationale. Dans la plupart des cas, les bureaucraties syndicales furent dépassées, prirent le train en marche et ne coiffèrent le mouvement que quelques jours plus tard. Le capitalisme, qui ne s'y trompe pas, les sent débordées et parle, comme Ferniot, l'un de ses porte-parole à « France-Soir », d'un « syndicalisme sauvage ». Il était d'autant plus impérieux pour les directions syndicales de repupérer le mouvement qu'elles étaient, au même moment, enlisées jusqu'au cou dans le marais de Tilsitt. Depuis des mois, elles entretenaient une sinistre fiction : le mois de mai, disaient-elles, avait permis d'accroître le pouvoir d'achat des travailleurs mais le patronat le grignotait malheureusement peu à peu ; il s'agissait d'un malentendu auquel on pouvait remédier par une discussion loyale autour du tapis vert. Ainsi après avoir trahi en mai dix millions de grévistes mobilisés, sans utiliser la position de force du moment, elles prétendaient obtenir plus en mars dans un climat de non mobilisation. Voilà comment les centrales ouvrières, voilà comment la C.G.T., conçoivent aujourd'hui la lutte de classe ! Comme une politique de rendez-vous. Mais le capital, en difficulté, n'était pas fou. Puisque les syndicats jouaient son jeu, il en profita tout naturellement. Tilsitt fut un lamentable échec.

Il fallait recouvrer la face. La C.G.T. se permit, tout comme en mai, de tromper ses militants en

adoptant brusquement un langage dur : « Il faut toujours négocier dans une position de force » dit Krazucky, « c'était un rendez-vous mort-né » ajouta Séguy. Puisque la base avait repris l'initiative, malgré les consignes, on essaya de l'utiliser. Elle voulait s'exprimer, on lui proposa la manifestation du 11 mars. Pour faire plier le patronat ? Qu'on ne s'y trompe pas. La C.G.T. et le P. « C. » F. ont, dans l'immédiat, des préoccupations bien plus urgentes : le front syndical au sommet d'une part, le référendum de l'autre.

Mais la base n'est pas tombée dans le piège. C'est parce qu'elle était acculée que la C.G.T. a commis l'imprudence de proposer cette grève générale. Le 11 mars n'a pas été une journée-bidon d'« unité syndicale » formelle. Loin de là. Dans les usines, des projets d'occupation ont été formulés, des débats ont eu lieu qui ouvrent des perspectives nouvelles pour les luttes des semaines à venir. Dans les défilés (comme celui de la République à la Bastille) certains faits furent révélateurs. Les révisionnistes n'avaient à proposer que des mots d'ordre creux (« Augmentez nos salaires ! » ...) alors que les groupes révolutionnaires politisèrent constamment les manifestations par les leurs (« Grenelle, Tilsitt, trahison ! », « Intérêt national, intérêt du capital », « A bas le révisionnisme, vive le communisme ! ... ») Ces groupes, contrairement à ce que rapporte la radio et le P. « C. » F., n'étaient pas formés que d'étudiants ; ils composaient jusqu'à des délégations entières d'usine. Des accrochages violents eurent lieu. Mais le service d'ordre de la C.G.T. fut obligé, devant la résolution de leurs adversaires, d'accepter la discussion politique. Des travailleurs se détachèrent du cortège pour y participer. Ailleurs ils invitèrent des militants du mouvement de masse à se joindre à eux. Les délégations révolutionnaires participèrent ainsi massivement au défilé, s'exprimèrent ouvertement et furent, dans bien des cas, les seules à être applaudies.

Qu'est-ce que cela signifie ? Que les idées révolutionnaires gagnent du terrain et que les révisionnistes ne peuvent plus les contrer. Le P. « C. » F. a fait croire, en mai, que ces idées s'appelaient du « gauchisme ». Le vrai gauchisme amène à se couper des masses. Lorsque, comme aujourd'hui, des idées pénètrent largement les masses, elles n'ont rien à voir avec lui, elles s'appellent le communisme.

Les vrais communistes ont, à l'heure actuelle, deux tâches à assumer : porter des coups chaque fois plus forts pour abattre le capitalisme moribond, dénoncer et combattre le révisionnisme qui lui sert de rempart. Mais pour les mener à bien, une nécessité s'impose : s'organiser.

Cette organisation commence à la base. Partout où la lutte de classe n'est plus possible dans les syndicats officiels, il faut créer des comités de base, des commissions ouvrières, des conseils ouvriers, des comités travailleurs-étudiants, des comités d'action pour unir les travailleurs décidés à prendre eux-mêmes leur sort en main.

Mais cette organisation à la base est indissociable, non seulement d'une coordination, mais d'une direction juste. Cette direction ne peut revenir qu'à une avant-garde armée de la théorie marxiste-léniniste, de la pensée de Mao Tsé-toung.

**ORGANISONS-NOUS
A LA BASE ET DANS L'ACTION !
UNIFIONS
L'AVANT-GARDE MARXISTE-LENINISTE !**

H. R., le 12 Mars

A BAS LES NOUVEAUX TSARS !

La clique social impérialiste qui a usurpé le pouvoir en Union soviétique se livre à une escalade des provocations contre la Chine Populaire. Les violations des frontières ou de l'espace aérien chinois ne se comptent plus. Dans la seule province du Heilongkiang, dans la seule région de l'Oussouri, depuis deux ans, on compte 16 intrusions des forces soviétiques dans l'île chinoise de Tchenpao, 18 dans celle de Tsi-litsin. Cette fois des forces armées russes ont à nouveau violé la frontière chinoise. Puissamment armées elles se sont enfoncées dans le territoire chinois de l'île de Tchenpao. Elles ont répondu aux avertissements des gardes frontières chinois par un feu nourri. Elles ont fait de nombreux morts et blessés. La riposte résolue des gardes-frontière chinois les a alors contraintes à abandonner le terrain. Le gouvernement soviétique a justifié cette agression suivant son habituelle tactique du gangster qui crie : « au voleur » ; il a baptisé l'île de Tchenpao d'un nom russe et affirmé qu'elle se trouvait en territoire soviétique. C'est en contradiction formelle avec le Traité de 1860 qui fixait la limite de l'Empire Russe à la rive orientale de l'Oussouri. Il s'agissait pourtant déjà d'un traité inégal arraché à la Chine par l'impérialisme russe coalisé avec les impérialismes occidentaux. Brejnev et Kossyguine reprennent à leur compte la politique d'expansion coloniale des tsars. Brejnev et Kossyguine, nouveaux tsars, ont encore plus d'appétit que les anciens.

LA CHINE POPULAIRE ET SES FRONTIERES

La presse bourgeoise prend le relais de la presse révisionniste et toutes deux agitent à nouveau le spectre de « l'expansionnisme chinois ». Rappelons-le, à part deux exceptions la République Populaire de Chine a réglé par des Traités bilatéraux le tracé de ses frontières avec les pays voisins (Afghanistan, Pakistan, Nepal, Birmanie, Laos, Vietnam, Mongolie). Les deux exceptions sont l'Inde et l'Union Soviétique. On connaît les provocations montées par les réactionnaires indiens : est-ce par hasard si Gretchko, ministre de la défense de l'U.R.S.S., se trouvait en visite à New-Delhi lors de l'acte agressif de la Russie contre la Chine ?

A propos des frontières avec l'U.R.S.S. elle-même, le Parti Communiste et le gouvernement de la République Populaire de Chine indiquaient le 29-2-64, dans une lettre adressée au P.C.U.S. que le tracé actuel, même s'il résultait de traités inégaux, pouvait servir de base à la délimitation définitive. Tels sont les faits historiques et ils font justice de la fable de « l'expansionnisme chinois ».

BREJNEV = OPPORTUNISME ET HAINE DE LA CHINE

Cette escalade dans la provocation, la date choisie tiennent à des raisons de circonstances. La diplomatie soviétique avait besoin d'une diversion : elle voulait faire oublier à l'opinion mondiale le creux de ses rodontades devant Berlin. Pour une aussi piètre manœuvre le gouvernement soviétique n'a pas de scrupule à violer la souveraineté d'un Etat socialiste voisin, et à faire couler le sang. Kossyguine et Brejnev entendaient aussi rappeler à l'impérialisme américain que la communauté d'ennemi devait les rapprocher : « Je hais la Chine autant que vous... ». Il est bien vrai que depuis que les renégats soviétiques ont choisi la voie de la trahison, la Chine Populaire qui, elle, est restée fidèle aux principes du marxisme-léninisme, qui, sous la direction de Mao Tsé-toung les développe de façon créatrice, qui remporte sans cesse des succès dans la construction du socialisme en particulier depuis la Révolution culturelle, est devenue leur pire ennemie. Et c'était encore un des buts de Brejnev et Kossyguine : alimenter leur propagande anti-chinoise auprès des masses soviétiques pour détourner celles-ci de l'exemple chinois, condamnation vivante du révisionnisme ; mais l'attachement des masses soviétiques au socialisme et leur amitié pour le peuple chinois feront qu'en se livrant à ce calcul Kossyguine et Brejnev auront lancé en l'air une pierre qui leur retombera sur les pieds.

(suite page 8).

Les travailleurs immigrés face aux patrons et aux bonzes

(extraits de « LA BASE OUVRIERE », bulletin du Comité d'Action de CITROËN).

Il y a chez Citroën plus de 60% d'ouvriers immigrés. Ils sont pour le patron la plus grande source de profit. En plus, ils sont davantage entre ses mains que leurs camarades français : isolés les uns des autres par la langue, avec en général moins d'expérience d'organisation et même de lutte, livrés à lui de mille façons par l'état bourgeois (carte de travail, de séjour, mesures d'expulsion) instrument fidèle et efficace de la dictature de classe de Citroën et de ses pareils.

Mais les ouvriers immigrés luttent aussi avec le plus grand courage : ils l'ont bien prouvé pendant les grèves de Mai-Juin. Sans eux, la grève n'eût pas été possible. Ceci est une grande victoire de l'unité de la classe ouvrière. A la politique de division du patronat, au chauvinisme réactionnaire, instrument de la bourgeoisie, les travailleurs ont opposé l'un des grands principes de leur classe : l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs immigrés, loin d'être une arme entre les mains du patron, sont un renfort puissant pour la classe ouvrière française.

Avant Mai, un nombre relativement important de travailleurs étrangers avaient adhéré à la C.G.T. Pour la plupart d'entre eux (espagnols et portugais surtout) en provenance de pays soumis à des régimes fascistes, le fait d'adhérer pour la première fois à un syndicat apparemment ouvrier, était un pas en avant. Beaucoup de ces camarades ont pris part activement à l'occupation de l'usine, ont participé aux piquets de grève, etc....

Après la trahison de la C.G.T., lorsque celle-ci a complètement laissé tomber les ouvriers immigrés, quand elle a proposé les solutions « françaises » aux problèmes de Citroën, la colère de ces travailleurs a explosé : nombre d'entre eux ont déchiré leurs cartes et aujourd'hui la C.G.T. est très largement discréditée auprès des ouvriers des chaînes, les O.S. et manoeuvres.

C'est un fait positif, mais il faut prendre garde à ce que ces camarades n'en viennent à identifier plus ou moins la C.G.T. à la classe ouvrière française. S'il en était ainsi, les bonzes syndicaux pourraient se féliciter du succès de leur sale boulot. Il faut dire à nos camarades immigrés : Non, Camarades ! la C.G.T. n'est pas la classe ouvrière française ! Son appareil n'est que la courroie de transmission d'une politique. Cette politique nous la connaissons bien : c'est celle d'un parti qui, pour essayer de mieux tromper les travailleurs continue de s'appeler « communiste ». Elle est à l'opposé de la politique du prolétariat. Elle n'est qu'une variante de la politique du grand capital, de la bourgeoisie des monopoles, des patrons de Citroën et de ses pareils.

Parce qu'il n'y a que deux politiques possibles : celle du prolétariat et celle de la bourgeoisie. Les dirigeants du P.C.F. (Waldeck Rochet, G. Marchais, etc...) et de la C.G.T. (Séguy, Krasucky, etc...) ayant abandonné depuis longtemps la politique révolutionnaire prolétarienne, ne peuvent avoir qu'une politique réactionnaire bourgeoise. Et c'est à cause de cela qu'ils développent une politique chauvine, car le chauvinisme est bourgeois et non prolétarien. Ainsi seul un réactionnaire peut écrire comme l'a fait un bonze C.G.T. de Citroën XV^e que la nationalisation de l'usine est « la solution française qui préservera l'intérêt du personnel de chez Citroën et l'intérêt national » (communiqué du 29-10-68). Parce qu'ils craignent comme les patrons, comme leur flicaille, leur armée de répression, comme tous les réactionnaires, l'unité des ouvriers français et immigrés ; parce qu'ils savent que pour les ouvriers immigrés l'Etat français n'est que le valet des patrons, qu'il n'a pour eux d'autre apparence que celle du flic et l'indicateur, les travailleurs immigrés quand reviendra la lutte n'hésiteront pas à se joindre à nouveau à leur frères de classe pour détruire jusqu'à la racine l'état bourgeois et balayer les traites qui se camouflent derrière les prétextes électoraux pour abandonner la lutte au coude à coude immigrés-français.

La classe ouvrière française prend conscience de la trahison des directions du P.C.F. et de la C.G.T., elle s'organise à la base, syndiqués et non syndiqués, fran-

çais et immigrés. Elle ne fait pas de différence entre ceux qui ont le droit de vote aux législatives et ceux qui ne l'ont pas, elle n'attend pas la bourgeoisie les miettes qu'elle voudrait bien lui accorder.

En nous organisant ensemble, en faisant face ensemble au patron, en faisant nôtres les revendications de nos camarades immigrés, nous sommes en train de développer de façon concrète, à Citroën comme ailleurs, le grand principe de l'internationalisme prolétarien.

DEVELOPPONS CONCRETEMENT L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN !

BERCOT COMPLICE DE PAPADOPOULOS : Des camarades grecs nous apprennent que la direction aurait communiqué au gouvernement militaire anti-populaire d'Athènes les noms des militants qui avaient pris une part importante à l'action de Mai-Juin. Cette mesure aurait pour but de retirer leurs passeports à ces militants quand ils se rendent dans leur pays pour visiter leurs familles. Ainsi, ils ne peuvent plus rentrer en France. Bercot est débarrassé d'« agitateurs » et Papadopoulos peut soumettre à la surveillance et à la répression les anti-fascistes grecs. Bercot et Papadopoulos sont bien faits pour s'entendre, mais aux complicités de la répression bourgeoise nous opposerons l'unité de classe des travailleurs. L'ANE A BERCOT

M. DEFRANCE, médecin-chef de Santé Citroën a déclaré à propos du repos des travailleurs : « A cause des méthodes modernes nous sommes des gens hypertendus. Nourrissez-vous mieux et faites du sport, cela développe les muscles, ce qui est bon pour le travail manuel. Pas trop de loisirs culturels, car c'est fatigant ». Les ouvriers sont-ils des bêtes ?

Est-ce un médecin qui est chef de service de santé à l'usine, ou un vétérinaire ? En tout cas, à entendre sa déclaration, il a sûrement besoin des services d'un vétérinaire car c'est un véritable Ané. Pauvre Docteur-Ané, justement ce que nous voulons c'est lutter contre les « méthodes modernes » et cadences infernales qui nuisent à notre santé, et contre les horaires trop longs, qui ajoutés aux transports, accroissent notre fatigue ; ce que nous voulons c'est penser plus pour pouvoir prendre l'usine à Bercot et la mettre au service des travailleurs... Et envoyer « au foin » tous les soit-disant docteurs, au service du patron, qui veulent accroître l'exploitation des travailleurs.

RACISME AU SERVICE DU PATRON

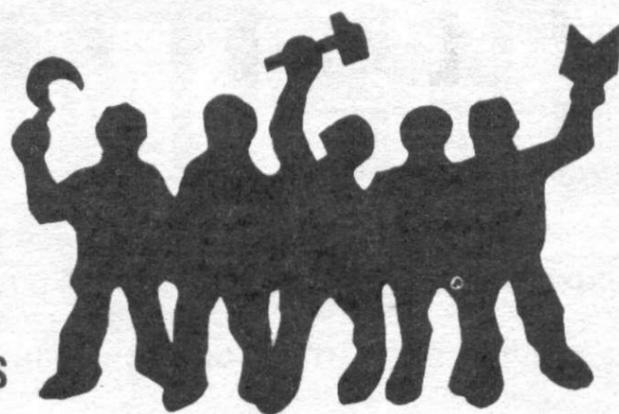
Il y a des chefs qui essaient de développer systématiquement le racisme entre ouvriers de différentes nationalités. Il y a quelque temps un ouvrier yougoslave était remplacé à son poste par un français. La réflexion du chef à l'ouvrier qui avait du mal à suivre et qui coulait : « Si vous n'arrivez pas à faire ce que fait un yougoslave !! ...à votre place, moi, j'aurai honte !!! »... L'ouvrier français a répondu que français ou yougoslave, pour lui, il n'y avait pas de différence ; mais que ce qu'il savait c'est que les cadences étaient trop rapides. Le chef qui voulait jouer le racisme en a été pour ses frais. (En deuxième finition - montage)

Avec des travailleurs Portugais

(extraits de « AU SERVICE DES TRAVAILLEURS », bulletin pour un Conseil Ouvrier, Amiens)

Pendant le mois de mai, nous avons pris contact avec des travailleurs portugais exploités à la Serre, route d'Abbeville. Contact difficile car un seul sur 30 se débrouillait en français et nous ne parlions pas le portugais. Ces travailleurs n'avaient jamais entendu parler de syndicats ouvriers car ces derniers se soucient bien peu des travailleurs étrangers ; — qui ont pourtant débrayé les premiers dans leur quartier, malgré les risques énormes qu'ils encouraient : suspension du contrat de travail, mise à pied, tôle pour ceux venus en fraude

Une semaine de luttes



LUNDI 3

- PEUGEOT A SOCHAUX : début d'une grève de 5 jours de jeunes travailleurs, contre les cadences, aux chaînes de finition, obligeant 10.000 travailleurs à arrêter le travail une partie de la semaine.
- PORTS : grève générale de 24 h. et début d'une semaine revendicative pour l'augmentation des primes.
- CAILLOL A AIX EN PROVENCE : début de la 3^e semaine de grève pour les augmentations de salaires et contre les conditions de travail.
- GOYER à THOUARS (Deux-Sèvres) : grève de 3 jours contre un licenciement et l'insuffisance des mesures d'hygiène après un accident de travail.
- AUTOBUS DEPOT DIVRY : grève contre le projet de transfert de la ligne à une compagnie privée.
- METRO : grève de 150 employés pour leur reclassement.
- HES A CHOLET (MAINE-ET-LOIRE) : débrayage pour la mensualisation, le respect du droit syndical, l'augmentation des salaires.
- BIERES 33 : débrayage pour l'annulation d'une sanction contre un travailleur.
- RATEAU A LA COURNEUVE : débrayage pour primes et salaires.

MARDI 4

- RENAULT AU MANS : Fin de la grève d'une semaine de l'atelier G.G., pour la récupération de la prime de difficulté de travail, entraînant un mouvement revendicatif général dans les usines Renault.
- CONSERVERIE BEG-AVEL A BREST : septième journée de grève contre la réduction des horaires sans compensation.
- SONOFAN : grève contre le licenciement d'une déléguée.

MERCREDI 5

- ARTISANS ET PETITS COMMERCANTS : grève nationale suivie à 95% avec de nombreuses manifestations (violentes en Bretagne notamment) débordant les consignes des P.M.E.
- BELLE JARDINIÈRE DE PARIS, DOUAI ET FLINÉ : grève de 24 h. pour l'augmentation des salaires dans le cadre de la journée revendicative de « l'habillement ».
- P.T.T. : grève de 24 h. des monteuses et installateurs téléphoniques, dans 80 centres, pour l'amélioration des conditions de travail.
- ACIERIES ET FONDERIES DE FEURS (LOIRE) : troisième grève en un mois pour les primes de nuit.
- AIR-EQUIPEMENT A ASNIERES : débrayage contre la mutation et le licenciement de 123 travailleurs.
- DEBRIE A PARIS (11^e) : débrayage contre 35 licenciements.
- CHAUSSURES BAUDOU (GIRONDE) : débrayage contre des diminutions de salaires.

JEUDI 6

- GARE DE LYON : grève surprise des « roulants » de 72 h contre des sanctions à l'égard de grévistes qui n'avaient pas déposé de préavis.
- MINES DE PIENNES (MEURTHE-ET-MOSELLE) : 23^e jour de grève des électro-mécaniciens.
- RHONE-POULENC A VITRY : grève de 24 h de deux ateliers contre un licenciement.
- SOCIETE METALLURGIQUE A CAEN : grève du service « agglomération » pour le maintien des congés payés et l'augmentation des salaires.
- BATIMENT BORDELAIS : débrayage.

VENREDI 7

- CONSTRUCTION NAVALES ET AEROSPATIALES DE GIRONDE : grève de 10.000 métallurgistes, dans 40 entreprises, pour l'augmentation des salaires et contre les menaces de licenciements.
- RENAULT A BILLANCOURT : débrayage de deux ateliers pour le paiement des heures de lock-out de la semaine précédente.
- PORT AUTONOME DE MARSEILLE : grève des agents pour l'augmentation des salaires et la modification des grilles hiérarchiques.
- SNECMA A BILLANCOURT : débrayage des contrôleurs de chaînes pour leurs revendications.
- GENERAL MOTORS A GENEVILLIERS : débrayage contre les conditions de travail et certaines discriminations.

Il y a un chef particulièrement hargneux. Il a déjà été en clinique psychiatrique et n'a été réintégré à son poste par la direction que pour ses qualités de flic. Plusieurs ouvriers ont déjà donné leur compte par sa faute et il devrait faire attention car il y en a qui un jour pourrait s'énerver. Il ne cesse par ailleurs de dresser les travailleurs français contre les immigrés. Ainsi comme ce sont surtout des algériens qui conduisent les Fenwicks il ne cesse de les engueuler devant la retouche. Souvent devant les ascenseurs il y a de l'encombrement et parfois les enchaîneurs ou les gars de la retouche s'engueulent ferme avec ceux des Fenwicks. Mais il faut faire attention de ne pas jouer la division entre les travailleurs. Il y a quelque temps il y eut un accrochage devant l'ascenseur entre une DS et un

Fenwick. Le chef à tout de suite décidé que c'était de la faute du travailleur algérien, le traitant de « Bicot ». Il est tombé sur un bec car l'enchaîneur s'est déclaré responsable. (A la retouche)

(A l'embauche) L'atmosphère raciste y est particulièrement scandaleuse. Ainsi français et immigrés sont tout de suite séparés et traités différemment. Alors que les immigrés font la queue, les français passent tout de suite. C'est encore pire à la visite médicale où les infirmières et les médecins font jours passer les immigrés en dernier, même s'ils attendent depuis des heures. On ne donne même pas un ticket d'ordre pour le lendemain et certains immigrés sont ainsi contraints de revenir plusieurs fois quand il y a de grosses embauches.

un peu partout : ainsi chez Cosserat, les travailleurs arabes qui se sont mis en grève spontanément avec leurs camarades français, n'avaient aucun droit à la parole, puis qu'on leur a dit de passer régulièrement chez le concierge pour savoir quand on reprendrait le travail ! Peut-être les laisse-t-on de côté parce qu'ils sont trop dangereux ? Allez donc les faire défiler dans le calme et la « dignité » sous les fenêtres des bourgeois qui les exploitent ! Allez donc leur expliquer que 10% d'augmentation (s'ils l'ont eu, leur salaire passe de 80 à 88 centimes) c'est une victoire ! Que faire avec des gens qui ne se battent pas pour que d'autres aillent palabrer autour d'une table pendant 24 heures ? La plupart de ces travailleurs ont d'ailleurs été licenciés, la CGT n'a rien fait, ni rien dit... POURQUOI ?

La base reprend l'initiative

Ce récit détaillé concerne l'action des ouvriers du Mans qui fut à l'origine du mouvement de grèves des usines Renault de la semaine dernière. — H.R.

Renault-Le Mans, le 2 Mars

A l'heure où l'on écrit ces lignes, il est presque certain que les travailleurs du G.G. vont reprendre le travail, et pourtant la majorité des travailleurs s'est prononcée contre la reprise, par vote à bulletin secret.

Oui, les travailleurs du G.G. vont reprendre le travail parce que les traitres révisionnistes C.G.T. et réformistes C.F.D.T. ont réussi là où la direction s'était fait sortir à coup de pavés.

LA DIRECTION A LA « PECHE » ET A L'ECOLE DES « METHODES CITROEN »

Dimanche 4 heures, la direction envoie ses sbires, les contremaîtres, plus une partie des régisseurs chez chaque gréviste; d'ailleurs tous n'ont pas eu droit à cette visite. Evidemment les camarades qui ont été visités étaient les plus flottants. La tactique était différente suivant que c'était chez un « dur » ou chez un « faible », promesses pour les uns, menaces pour les autres, mais à tous un point commun: reprise demain matin 4 heures.

A 4 heures, les camarades arrivent un par un, et, devant la porte, deux cadres « supérieurs » les accueillent. Mais ce n'est pas tout; dans les vestiaires il y a un cadre à chaque rangée de placards plus 5 ou 6 huissiers.

Chaque ouvrier est pris à partie par un cadre accompagné d'un huissier qui lui posent la question suivante:

« ou vous prenez le travail ou vous partez ? »

Il est bien évident que les camarades ont eu un froid dans le dos et ma foi, ce sont laissés « impressionnés » par tant d'audace.

Partis sur leur lancée ces « courageux caïds » interdisent toutes discussions entre les travailleurs et les invitent à se rendre « dare dare » sur les chaînes. Là, l'ensemble des travailleurs eut la stupéfaction de voir qu'une vingtaine de leurs camarades travaillaient déjà avec un cadre auprès de son poste (c'était des travailleurs très flottants qui avaient eu peur des menaces). Malgré les excitations des « caïds » le boulot démarre seulement vers 6 heures. Croyant fermement à leur rôle « historique » les « caïds » se sont disposés dans l'atelier: il y en avait un pour deux ouvriers. Heureusement, tout a une fin, et, comme tout réactionnaire ils n'ont pas vu les limites et ont pris une pierre pour se la laisser tomber sur les pieds:

LES CAIDS AU PAS DE COURSE

A midi ces courageux caïds décident que les travailleurs n'iront pas manger à la cantine et qu'ils mangeront dans l'atelier. D'ailleurs la direction, pleine de bonne volonté paiera le repas des travailleurs. Le menu est très correct, il y a même du poulet.

Mais à la cantine ce n'est pas pareil, les travailleurs des autres ateliers s'impatientent puis s'inquiètent de ne pas voir arriver ceux du G.G. D'ailleurs dès le matin il y avait eu un mouvement de colère qui avait obligé les syndicats à appeler à un arrêt d'une heure trente avec meeting. Très vite le ton monte et il est question d'aller chercher ceux du G.G. à l'atelier mais déjà apparaissent les syndicats qui disent: « nous irons tout à l'heure, après le meeting ».

A 16 heures le meeting est tenu vers le G.G. et, franchement idiots, les « caïds » montrent leur nez, ce sont les hués, puis déjà un groupe avance, nos courageux « cadres supérieurs » allongent le pas mais il est trop tard et déjà des mottes de terre et des cailloux volent et les font aller encore plus vite, bientôt des coups de poings leur écraseront le nez, une belle veste de costume est déchirée, c'est le sauve qui peut chez les « caïds ». Malheureusement pour eux ils se trouvent coincés contre un mur; là ils n'en mènent pas large mais un délégué vient à leur secours, demande aux travailleurs d'être calmes et demande à la direction si elle accepte une nouvelle négociation. Evidemment c'est avec plaisir qu'elle accepte, mais pour plus de sûreté la réunion se fera à l'extérieur de l'usine.

La réunion se termine vers 19 heures; à 20 h. les résultats: les travailleurs toucheront 20 % de la prime de mars, ils auront une journée de prime de supprimée sur la prime de juillet, c'est-

à-dire 8 francs; la direction accepte de revoir 15 postes.

La cotation de poste sera revue en juin. Les travailleurs auront droit à la prime de douche.

Evidemment ces propositions ne sont pas du tout satisfaisantes; elles sont même un pas en arrière par rapport à celles faites le 27 février, qui prévoyaient de donner 70 % sur la prime de mars soit 50 % de plus, qui prévoyaient de ne rien retirer sur la prime de juillet, les primes de douches n'étaient pas prévues mais chacun sait que l'on peut nous les faire sauter quand on veut en nous changeant de poste ou d'atelier. La question de la cotation de poste, question principale, n'étant en rien modifiée car le fait de revoir 15 postes n'a rien à voir avec le principe de la cotation de poste, ou, plus précisément de la machine qui paie l'homme (principe made in U.S.A.) qui arrive à des aberrations telles que: deux ouvriers qui font le même travail ne seront pas payés pareil car il y en a un qui travaille sur le côté droit et l'autre sur le côté gauche (!) En plus il est évident que les jours de grèves ne sont pas payés.

Bien que ces nouvelles propositions soient inacceptables, les syndicats organisent un vote à bulletin secret pour l'équipe du soir: 83 sont contre la reprise, 62 sont pour, c'était juste, mais déjà les révisionnistes sont optimistes pour la reprise du travail.

Dans les ateliers différents bruits circulent: il en est un plus fort que les autres: « les gars du G.G. ont repris le travail ».

Parmi les travailleurs il y a déjà des discussions animées sur ce bruit. En principe ceux qui sont les porte-parole de ce bruit sont des travailleurs proches de la C.G.T., c'est pourquoi les principales discussions sont entre ouvriers syndiqués ou non et ces travailleurs proches de la C.G.T. Dans les différents groupes, les principaux arguments sont: « la dessous y a un truc », « je ne comprends pas, cet après-midi au meeting on nous a dit que s'il n'y avait pas de nouvelles propositions de faites on se mettrait tous dans l'action », « qu'est-ce qu'on attend, c'est la première fois que les deux syndicats sont d'accords ».

UNE INCROYABLE TRAHISON DES LACHES REVISIONNISTES

Mardi matin 4 heures l'équipe de nuit débraye pour soutenir ceux du G.G. contre les pressions: spontanément l'ensemble des travailleurs se rend au G.G. pour attendre les gars de l'équipe du matin. Comme par hasard il n'y avait pas les « caïds » cette fois. A cinq heures moins le quart tout le monde est dans une salle: ceux de nuit et ceux du G.G. pour écouter les comptes rendu des délégués. Comme toujours c'est le ponté révisionniste local Angot qui fait l'exposé, ça dure dix minutes, car il trouve le moyen de présenter les nouvelles propositions d'une manière tellement habile qu'il arriverait presque à vendre un frigidaire à un esquimeau. Il a bien répété quatre fois: « camarades, on a pris nos responsabilités, mais on permettra à personne de dire que l'on durcit le mouvement ou qu'on le mollit, nous, on ne se prononce pas, mais on vous soutiendra... (ça revient donc à dire, on sera toujours là pour vous couper les pattes), la-dessus, le représentant de la C.F.D.T. prend la parole et complète admirablement ce qu'avait dit son complice Angot.

Les travailleurs, qui ne sont pas du mouvement, sont invités à quitter la salle pour laisser les camarades du G.G. voter. Personne n'était optimiste, il n'était pas rare d'entendre dire: « c'est foutu ».

Quelques instants après on annonce le résultat du vote, c'est le silence complet. Pour la continuation de la grève: 83; contre: 60.

Les visages s'éclaircissent et les jeunes sont très heureux.

Tout à coup Angot demande la parole: « camarades j'ai encore une question à vous poser: est-ce que ceux qui ont voté pour la reprise continuent le mouvement avec leurs camarades ? ».

C'est la consternation, tout le monde se regarde; un jeune crie: « elle est pas valable votre question, il fallait la poser avant le vote » un autre appuie « oui, elle est pas valable si on avait été majoritaire, on aurait remis les bleus et on allait au boulot ».

Le traitre Angot bafouille, se reprend « mais camarades, c'est la démocratie, mais je veux pas vous influencer, mais tu sais c'est par expérience, il faudrait pas que vous vous retrouviez dehors à une minorité »; il le répétera au moins dix fois.

En tout cas il a atteint son but; un vieux travailleur dit « oui on est mené par une bande de gamins » prenant un jeune à partie, il lui dit: « ça fait combien de temps que tu es ici ? ».

Le ponté enchaîne « camarades, je ne voudrais pas que vous vous divisiez mais je dois poser ma question » et il la repose; le délégué C.F.D.T. se met de la partie « oui camarades, il faut être sur que vous êtes bien unis ».

Une question dans la salle: « et si on fait deux jours de plus ? ».

« Vous aurez rien d'autre de plus je crois », répondent le traître et le réformiste.

Ça va durer une demi heure comme ça, les deux agents de la bourgeoisie posant la même question:

« Oui, mais, camarades, il faut être sûr que vous êtes bien unis ». Au bout d'un moment le sinistre agent demande: « quelle revendication vous aimeriez le mieux voir satisfaite ? Parce que l'équipe de nuit c'est la prime ».

Les travailleurs disent la prime mais malheureusement ils ont perdu de vue leur revendication principale: la révision des cotations de poste et le paiement des jours de grève.

Ils ne pouvait pas en être autrement de la manière dont les choses leurs ont été présentées, après que les travailleurs aient dit « la prime » les deux tristes individus ont dit qu'ils allaient voir la direction tout de suite, 20 minutes après ils se ramènent, disant qu'ils n'ont pas vu la direction, mais qu'ils ont téléphoné à deux directeurs. Les deux se sont abstenus de répondre ne pouvant prendre une décision seuls, mais qu'ils verraient la commission. Il est à peu près certain que la prime sera accordée, ce ne serait même pas anticiper les choses que de dire que la comédie était prévue.

On ne peut prévoir dès maintenant l'effet de la reprise parmi les travailleurs; il est une chose certaine, les révisionnistes y ont laissé des plumes et en laisseront d'autres dès que cette trahison aura été popularisée. Camarades, plus que jamais l'enseignement de Lénine selon lequel « la couche supérieure du mouvement ouvrier est un meilleur gardien du capital que la bourgeoisie elle-même » se révèle chaque jour davantage clairement, ils viennent de réussir là où la bourgeoisie et ses flics ont échoués.

Ils viennent de trahir l'ensemble des travailleurs de la régie car la cotation de poste est l'affaire de tout le monde.

Ils ont réussi à tenir en haleine l'ensemble des travailleurs de l'usine du Mans qui dès le troisième jour était près à démarrer, les révisionnistes eux-mêmes l'ont dit « si le conflit ne s'est pas élargi jusqu'ici c'est parce que nous n'avons pas estimé le moment opportun. De tous les secteurs de l'usine en effet on nous presse pour engager l'action et élargir le mouvement ».

« Nous pensons qu'il n'est pas encore temps et que l'essentiel pour l'instant c'est de soutenir moralement les gars du G.G. en attendant de leur apporter un soutien matériel. Mais nous estimons que cette situation ne pourra durer et que la direction devra très vite choisir ».

« On ne pourra nous accuser d'être des jusqu'au boutistes de la grève mais le conflit durant, elle deviendra inévitable ».

Voilà les tracts distribués par la C.G.T. ! ; celui-ci a été distribué le 27 février; toute la semaine on a dit aux travailleurs « préparez-vous pour l'action » mais en fait dans la coulisse les révisionnistes et leurs complices les réformistes C.F.D.T. n'avaient qu'un seul souci: briser la grève.

Ils ont réussi, ils réussiront peut-être encore d'autres fois, mais, camarades, c'est de plus en plus dur pour eux, il est vrai que dans l'action les travailleurs ne leur font plus confiance et de plus en plus les travailleurs se révoltent contre les délégués, les travailleurs crient le mépris à leur nez et les révisionnistes la ramènent pas.

Il est sûr que, par leur trahison, les révisionnistes contribuent chaque jour à faire prendre conscience aux travailleurs les plus avancés qu'ils sont bernés.

En mai et juin, à Renault-LeMans, les révisionnistes locaux n'ont pas été démasqués comme dans d'autres régions. Ils ont bénéficiés du fait que les négociations se sont passées à Paris et en « haut lieu », c'était, évidemment, une belle aubaine pour eux et ça leur a permis de s'en tirer et de cacher leur vrai visage. Cette fois le masque est tombé.

Correspondant H.R.

P.S. — On apprend à l'instant que le travail a repris, la prime (la miette) étant accordée.

HISPANO

En avant pour un programme revendicatif de combat !

Sous l'intertitre : « Les révisionnistes disent plein emploi et nous, nous disons lutte contre le chômage », le début de ce texte, publié page 2 du précédent numéro, se terminait avec le premier point, et reprend ici avec les points 2 et 3 de cette position erronée des révisionnistes, sur l'emploi :

2. Retraite :

Ils disent : la pré-retraite « éviterait le chômage des jeunes, assurerait la sécurité de l'emploi ». Encore une fois, cela est détourner les travailleurs de la solution véritable, de la lutte pour le socialisme.

Nous disons : ne nous faisons pas d'illusions sur la possibilité de stopper tout chômage des jeunes dont les patrons tirent tant de profits. Refusons la surexploitation des vieux travailleurs, arrêtons de bavarder, imposons par la lutte contre le patronat :

Retraite à 60 ans pour les hommes et 55 pour les femmes. Immédiatement, extension du système de pré-retraite aux travailleurs de 60 ans qui le désirent.

3. Ils disent : Calendrier permettant le retour rapide à un état d'équilibre entre les moyens et les besoins de production (fixé actuellement à 40 heures). Sans doute, oublient-ils qu'en régime capitaliste, les moyens ce sont les travailleurs et les besoins, les profits. Le capitalisme, c'est toujours plus de profit, c'est-à-dire pour la classe ouvrière : allongement de la journée de travail d'un côté et chômage de l'autre. Ce n'est pas un calendrier qu'il nous faut, car on sait parfaitement que le patronat se moque des papiers qu'il a signés, qu'il ne cède que lorsqu'il y est forcé.

Ce que nous disons, c'est les 40 heures tout de suite.

Le responsable révisionniste en question déclara pour justifier son calendrier : « Certains disent que le progrès économique entraîne le progrès social. Mais c'est un raisonnement simpliste. En fait, c'est le progrès social qui entraîne le progrès économique. »

Enfin, soyons sérieux. Sommes-nous oui ou non dans une société de classe ?

Progrès social pour qui ?

Progrès économique pour qui ?

Le progrès économique d'un pays capitaliste, c'est plus de profit pour les patrons, c'est-à-dire plus d'exploitation.

Le progrès social, c'est moins de profit arraché par la lutte des travailleurs.

Votre travail, « représentant des travailleurs », est-il de représenter les intérêts du prolétariat, de l'aider à s'organiser dans la lutte contre le capital, ou de réfléchir, avec les capitalistes, comment leur faire prendre des « risques dans leur profit », de les conseiller pour assurer leur « développement économique » sur la sueur de la classe ouvrière ?

SALAIRES

1. Nous demandons, pas de salaire à moins de 1.000 F, c'est-à-dire élévation immédiate des salaires, en particulier vue la hausse des prix.

2. Nous disons que l'échelle mobile n'est qu'un mot d'ordre démagogique, car :

a. Il fait croire aux travailleurs à une possible correspondance automatique salaire-prix dans le cadre de la société capitaliste. En cela il donne une illusion sur la possibilité d'aménager le capitalisme en « capitalisme social » ;

b. Il s'appuie sur un accord au sommet, incontrôlable par les travailleurs (sur quelles marchandises va-t-on indexer les prix ? Qui va décider ?)

Nous lui opposons la lutte efficace et dure pour l'augmentation des salaires. En période de montée révolutionnaire, le contrôle direct des prix, comme cela a été fait à Nantes en mai où les travailleurs font l'apprentissage du pouvoir.

3. Sur la question des hiérarchies :

a. Abolition des hiérarchies intermédiaires qui sont des instruments de division du patron, ne correspondent à rien de réel du point de vue qualification ;

b. Halte au blocage des qualifications ;

c. Jamais d'augmentation en pourcentages qui accentuent l'écart des salaires ;

d. Suppression des notations par les chefs et des augmentations à la tête du client, moyens de pression du patronat ;

e. Sur la question des hiérarchies, nous pensons que ce ne sont pas les travaux les plus qualifiés qui doivent

automatiquement être les plus payés mais les travaux les plus durs, c'est-à-dire ceux où l'ouvrier se fatigue et s'use le plus. Sur cette question, il faudra, pour être plus précis, développer l'enquête sur l'entreprise.

S.N.E.C.M.A.

Ils demandent : être informé de la situation de la société dans le cadre de la SNECMA et avoir un dialogue permanent avec les personnes responsables ! Si les personnes « responsables », ce sont les travailleurs de la SNECMA, nous sommes d'accord. Mais dans le fond, nous en doutons.

Nous disons :

— que tous les avantages de la SNECMA soient immédiatement appliqués à Hispano Suiza et réciproquement ;

— 1 heure par mois (plus transport) pour des assemblées générales des travailleurs de la SNECMA et d'Hispano pour échanges d'expériences et coordination.

NOS DROITS

Il n'y a rien dans la plateforme inter-syndicale sur les droits politiques et syndicaux. Sans doute parce que, si les travailleurs n'ont pas le droit à la parole, cela n'est pas pour déplaire à ces Messieurs révisionnistes qui ont une grande peur que les travailleurs puissent juger, critiquer leur orientation et s'engager dans un autre voie.

Nous demandons :

— les heures de délégation qui ont été supprimées remplacées par une heure d'assemblée générale des travailleurs sur l'atelier par mois ;

— liberté politique à l'entreprise : affichage, propagande, réunions, etc. ;

— une salle de réunion à la disposition de tous les travailleurs ouverte deux heures après chaque sortie.

En fait, toute la différence entre réformistes et révolutionnaires sur la question des revendications réside en ceci :

— pour les révolutionnaires, les revendications sont des objectifs immédiats de lutte, des concessions arrachées au patronat par la force des travailleurs en lutte, l'accumulation de cette force, en gardant constamment à l'esprit que ce ne sont que des concessions que d'autres luttes devront protéger, tant que le pouvoir reste aux mains de la bourgeoisie ;

— pour les révisionnistes, les revendications sont des papiers à faire signer à la bourgeoisie, des méthodes pour aménager le système pas très bien organisé, c'est la bonne gestion de la nation qui est visée... en se servant de la mobilisation des travailleurs de temps en temps.

extrait de

« VIVE LE COMMUNISME » journal marxiste-léniniste de Hispano



La S.N.E.C.M.A. en mai 1968

Il est évident que l'important, pour arracher au patronat nos revendications, c'est de s'organiser pour déclencher des luttes qui frappent le Capital au cœur, qui ne puissent être déviées ou brisées par les révisionnistes. Pour cela, notre tâche immédiate est :

a. De renforcer les Comités de base au niveau de l'entreprise ;

b. De nous organiser par atelier pour pouvoir déclencher des actions à la base (comme cela a été fait à l'atelier 22) ;

c. De mettre les révisionnistes au pied du mur ; que les travailleurs qui sont dans le syndicat osent poser les problèmes et exiger des « responsables » la démocratie syndicale, que sur chaque atelier nous demandions des comptes aux délégués à propos de chaque débrayage, de chaque revendication ;

d. De développer une enquête précise dans tous les ateliers sur les conditions de travail, les attaques journalières du patronat, la sécurité, etc.

Il ne suffit pas non plus de sortir un beau cahier de revendications aux grandes occasions mais de commencer aujourd'hui par un bout de ce cahier, une revendication précise et de débiter une lutte conséquente pour l'obtenir. Nous nous engageons dans une lutte de longue haleine contre le patron, chaque jour doit être un jour de mobilisation des travailleurs dans une lutte active.

Organisons-nous !

Emparons-nous des revendications à la base !

Dégageons des formes de lutte !

Luttons !

Les voilà (les gauchistes) qui jouent les vertus offensées quand les syndiqués leur demandent des comptes...

Certains vont même jusqu'à faire appel aux statuts de la C.G.T. garantissant le respect de la liberté d'opinion à tous les syndiqués. Il est à peine besoin de préciser que la liberté d'opinion existant au sein de la C.G.T. et que nous défendons scrupuleusement, ne saurait être confondue avec la liberté pour les éléments troubles, de saboter notre organisation et de dévoyer les luttes ouvrières.

Georges SEGUY

(Secrétaire général de la C.G.T. Membre du Bureau Politique du P.C.F.)

Discours prononcé le 21 septembre 1968 devant des Cadres syndicaux de la région parisienne.

Cher (e)s collègues et camarades

Depuis 1959, celles et ceux d'entre vous qui font confiance à la C.G.T., m'ont réléu à chaque scrutin, tant à la délégation du personnel qu'au comité mixte collectif "Bureaux".

Comme j'ai été exclu de la C.G.T. récemment, certains pourraient penser que j'ai été indigné de la confiance qu'ils m'ont témoignée depuis 10 années. C'est pourquoi j'ai estimé nécessaire de faire cette mise au point.

COMMENT J'AI ÉTÉ EXCLU

La décision de m'exclure de la C.G.T. a été présentée par ses auteurs comme la suite logique de ma prise de position publique, en

juin dernier, critiquant la Direction Confédérale sur la manière dont elle a conduit la grève de mai-juin, et la ligne politique dont sa tactique était le reflet.

Les conditions créées par la répression gouvernementale, la poursuite de la grève dans de nombreux secteurs etc... n'ont pas permis mon exclusion immédiate. Puis il y a eu la période des vacances.

Mais, le 30 septembre 1968, le Bureau du Syndicat des cheminots C.G.T. me convoquait pour le 8 octobre devant un organisme désigné sous le nom de "Commission d'enquête".

Malgré le caractère hautement contestable de cette "commission", je me suis présenté devant elle et ait réaffirmé mes positions.

La "commission" a donc conclu à "l'opportunité" de mon exclusion de la C.G.T. Une minorité de ses membres a contesté vigoureusement, mais en vain, cette manière de voir. Il en fut de même au Conseil syndical appelé à prendre connaissance du rapport de la commission. Finalement, lors du Congrès du Syndicat de Marseille, réuni le 14 décembre 1968, le secrétariat du syndicat a fait ratifier cette exclusion par la majorité des délégués, à l'improviste, et plus de sept mois après les faits incriminés. Un certain nombre de camarades ont néanmoins voté contre cette exclusion ou ont refusé à prendre part au vote.

J'indiquerai pour en terminer avec la question "de forme".

a) Que la section technique "bureaux et magasins" n'a eu à aucun moment à débattre de cette affaire ;

b) qu'aucune assemblée générale du syndicat n'a été réunie pour discuter de ce cas et prendre position ;

(extraits de « AU SERVICE DES TRAVAILLEURS », bulletin pour un Conseil Ouvrier, Amiens)

AMIENS

« Pour un syndicalisme révolutionnaire »

Le mois de Mai a montré la combativité des travailleurs et leur force quand ils passent à l'action tous unis à la base. Il a montré aussi que pour vaincre les patrons et la bourgeoisie, qui sont organisés et disposent du pouvoir d'état, les travailleurs devaient être organisés. L'une de leurs armes est leur organisation de masse, le syndicat révolutionnaire n'existe plus : à Grenelle les directions syndicales unanimes ont bradé la grève pour des élections.

Cela ne nous étonne pas de F.O. créé par la C.I.A. et de la C.F.D.T. version plus moderne et plus démagogique de la C.F.T.C., création de la haute hiérarchie catholique. Nous savions depuis longtemps que F.O. et la C.F.D.T. sont des syndicats jaunes même si parfois nous rencontrons chez eux des ouvriers révolutionnaires.

Par contre la C.G.T.U. avant 36, la C.G.T. avant, pendant et après la guerre ont toujours eu des statuts les différenciant radicalement des syndicats réformistes.

C'est tellement vrai que le 36^e Congrès de la C.G.T. réaffirmait dans son document d'orientation « l'attachement de la C.G.T. au but fondamental inscrit en tête de ses statuts : la suppression de l'exploitation capitaliste. » Cependant le 21 janvier 1968 au 57^e Congrès de la C.G.T. de Haute-Garonne,

Georges Seguy énonçait le propos contre-révolutionnaire : « la C.G.T. ne veut pas la révolution ».

Il annonçait ainsi sa monstrueuse trahison de mai.

Depuis mai, les travailleurs s'aperçoivent qu'en régime capitaliste tout avantage économique arraché par la lutte aux patrons est repris par ceux-ci dans l'année qui suit. Il suffit de demander à la ménagère ce qu'il est de notre pouvoir d'achat, sans compter la répression contre les meilleurs militants ouvriers.

Plus que jamais, il s'avère nécessaire que la classe ouvrière ait son syndicat révolutionnaire.

Le conseil ouvrier d'Amiens en est la première base dans notre ville. Il regroupe et regroupera tous les ouvriers qui veulent que la lutte soit menée jusqu'à la suppression de l'exploitation capitaliste.

Cela ne signifie pas que nous cessions automatiquement de militer à la C.G.T., cela dépend de la situation de chaque usine. Militer dans le conseil ouvrier signifie laisser de côté les Seguy, Lemaire et Cie.

Notre lutte fera de ses syndicalistes jaunes des cadavres politiques. Comme le disait Lenine, nous nous dresserons « malgré eux, en dehors d'eux par dessus leur tête, vers la révolution, pour la révolution. »

Pour un temps, ces traîtres ont réussi à écarter

les gens qui s'opposaient à leur sale besogne, par des manœuvres hypocrites et deshonorantes, mais ils ne peuvent étouffer les idées révolutionnaires.

Lemaire, Paye, expliquez-nous comment vous avez usurpé la place d'Alain Duvivier à la tête de l'U.D.-C.G.T. ?

Nous vous le disons clairement : vous qui vous opposez au syndicalisme révolutionnaire, vous ne pouvez pas nous isoler et nous faire taire.

Travailleurs, édifions le conseil ouvrier pour un syndicalisme révolutionnaire !

A LA CEMA (LADEN), LES OUVRIERS DOIVENT SE REGROUPER DANS LE CONSEIL OUVRIER.

Au mois de Mai, les ouvriers de la C.E.M.A. ont montré leur volonté de lutte contre le capitalisme puisque l'usine a fait grève pendant trois semaines. Grâce à certains qui nous trahirent la bataille se termina sans trop de dommage pour le patronat : en effet un vote sur la reprise du travail fut décidé par la C.G.T. en accord avec la direction sans que la plupart des ouvriers ne soient prévenus. Ainsi, le matin du vote se trouvaient sur place 600 personnes sur 1 200 dont une majorité d'employés de bureau et de cadres qui décidèrent sans l'autorité du personnel (les ouvriers) la reprise. Le lendemain, les ouvriers contestant un vote auquel ils n'avaient pas pris part. Les cadres décidèrent seuls de la reprise du travail et ils furent enfermés dans l'usine par ceux qui refusaient d'abandonner la lutte.

Trahie par la direction syndicale, la grève se termina le lendemain matin. Les ouvriers de Laden doivent démasquer cette attitude capitulaire et paralysante des bonzes de la C.G.T.

Ils doivent s'unir à la base dans le conseil ouvrier afin d'avoir face au patron et à ces complices une attitude organisée.

Rejoignons le Conseil Ouvrier afin de lutter pour un véritable syndicat rouge basé sur la lutte classe contre classe.

AMIENS : à la CEMA (Laden), grève depuis le 26 Février

Alors que la journée bidon du 12 février organisée par Seguy, n'avait rencontré aucun succès dans les usines d'Amiens, montrant ainsi le désintérêt des travailleurs pour les journées d'action-pétition, depuis le mercredi 26 février, un mouvement de grève est parti de la base, à la C.E.M.A. (plus de 1.200 ouvriers) une des plus grosses boîtes de la ville, à propos des cadences et des salaires.

Cependant la lutte qui touche 800 ouvriers le 3 mars n'est pas organisée. Le patron qui a quelques stocks et qui ne paiera les ouvriers que le 10 mars se montre arrogant. Ceci suscite un excellent réflexe de classe des ouvriers qui bloquent les bureaux de la direction. Mais la C.G.T. ne fait d'abord rien, use de son influence nocive sur les délégués, pourtant combattifs, mais qui ne comprennent pas encore clairement que Seguy n'est pas seulement un mou, mais surtout un traître !

« Au service des Travailleurs », bulletin pour un Conseil ouvrier à Amiens, avait déjà dénoncé l'opportunisme de la C.G.T. à la C.E.M.A. en mai, et l'A.G.E.A.-U.N.E.F. propose aux ouvriers en

grève, dont certains n'ont pas d'argent en réserve, de les aider, en faisant connaître la grève et en organisant des collectes. Aussi, devient-il nécessaire pour la C.G.T., de ne pas trahir trop ouvertement comme en mai, mais de le faire de façon plus subtile, à partir du 4 mars. Comment ? Par « la négociation avant tout » et les calomnies contre « les pro-chinois » du Conseil ouvrier et de l'U.N.E.F.

« Pas la moindre complaisance envers les groupes d'aventuriers prêts à récidiver leur méfaits de Mai-Juin » proclame la résolution de l'U.L.-C.G.T. d'Amiens.

La tentative de sabotage par la négociation apparaît clairement dans le communiqué du 4 mars, qui dit par exemple : « A l'initiative de la C.G.T. des discussions ont eu lieu... »

Après quelques heures de discussions, quelques points positifs semblent (!!) acquis...

Des propositions sont faites pour dégeler (!) la discussion !!! etc...

Tout est de la même farine. Négociation, négociation, dégelons la discussion ! Alors que le pa-

tron agite le lockout, la C.G.T. ne fait rien pour organiser l'occupation, seule riposte efficace ; et alors que le patron dispose de certains stocks, elle ne fait rien pour bloquer ceux-ci...

Cependant la combativité à la base reste intacte « ils ont durcis leur position », « un profond mécontentement, même une certaine colère règne parmi les travailleurs » est obligé de reconnaître le communiqué, en effet ceux-ci organisent dans le quartier ouvrier de Montières des manifestations pour faire connaître leur lutte. Le mardi 5 mars, la lutte continue, la combativité est grande, l'U.D.-C.G.T. va essayer de torpiller, « en douceur, par la discussion » la grève. Par contre le Conseil ouvrier, l'U.N.E.F. organiseront la solidarité et feront tout pour que le mouvement aboutisse à la Victoire.

Les pages 2 à 5 sont composées d'envois de correspondants ouvriers

c) que cette question ne figurait pas à l'ordre du jour du Congrès, où elle a été évoquée à l'improviste, alors que beaucoup de délégués pensant l'ordre du jour pratiquement épuisé, avaient déjà quitté la réunion.

d) Qu'enfin mon exclusion ne m'a pas été notifiée. Les collecteurs, du bâtiment de la DRM ont simplement été invités à ne pas me délivrer de carte.

Ce refus des dirigeants du syndicat de prendre par écrit la responsabilité de la sanction dont j'ai été l'objet, montre qu'ils sont pleinement conscients du fait qu'elle est indéfendable et injustifiable. Une telle attitude se passe de tout commentaire.

POURQUOI J'AI ETE EXCLU

Cependant la forme ne saurait être dissociée du fond : elle en constitue le révélateur.

Une ligne revendicative juste ne s'impose pas par l'intimidation, car elle est déterminée et soutenue activement par les travailleurs eux-mêmes. Une démocratie syndicale authentique s'accommode des controverses "au sein du peuple". Les idées justes s'imposent d'elles-

mêmes par la discussion et la pratique.

Mais les dirigeants actuels de la C.G.T. savent qu'une telle confrontation serait fatale à la ligne qu'ils poursuivent et imposent. C'est pourquoi, dès avant mai 68, ils ont déployé les plus grands efforts pour étouffer toute véritable discussion et éliminer ceux des syndiqués qui récusaient cette conception purement "ratificative" du syndicalisme.

En ce qui me concerne personnellement, sans la solidarité agissante de nombreux camarades, qui d'ailleurs ne partageaient pas nécessairement mes conceptions, mon cas aurait été "régulé" depuis longtemps déjà, au moyen des méthodes bureaucratiques qui ont été employées ailleurs.

CE QUE J'AI DIT A LA FAC DE SCIENCES LE 5 JUIN 68 (ET QUI A MOTIVE MON EXCLUSION) :

A cette date, les discussions de Grenelle, le morcellement du mouvement gréviste par corporation, résultat du refus des centrales syndicales de lancer l'ordre de grève générale, et surtout l'adhésion de ces mêmes centrales au schéma électoraliste arrêté par le pouvoir pour assurer sa propre sauvegarde (pour ne rien dire de l'attitude de la direction confédérale C.G.T. à l'égard du mouvement étudiant et lycéen), ne laissaient présager rien de bon pour la suite des événements.

Au cours du débat à la Fac, de nombreuses interventions, et notamment la mienne ont reflété ces préoccupations. J'ai rappelé que les statuts de la C.G.T. fixent comme but de l'activité militante des travailleurs, l'abolition du patronat et du salariat, c'est-à-dire la fin de l'exploitation de l'homme par

l'homme. J'exprimai l'opinion que la ligne suivie depuis le début du mouvement de mai par les centrales syndicales, et notamment par la C.G.T. tournaient le dos à cet objectif.

Les citations de Georges Seguy et autres responsables dont j'étais mon exposé étant authentiques, je ne puis qu'inviter mes censeurs à tourner leur réprobation vers les plus hauts dirigeants confédéraux. Le lendemain de cette réunion c'était la fin de la grève des cheminots, imposée par le sommet, sur la base de résultats qualifiés la veille encore de dérisoires par ceux-là mêmes qui durent assurer la reprise "en bon ordre et dans l'enthousiasme" (afin de ne pas gêner le déroulement de la campagne électorale !).

Aujourd'hui, chacun sait, dans ce bâtiment comme dans le pays, ce qui reste des fameux acquis de Grenelle, après sept mois de revanchisme patronal et gouvernemental.

Avec 9 millions de grévistes et des centaines de milliers d'étudiants et de lycéens luttant à leurs côtés, il n'était pas déraisonnable de penser que nous pouvions espérer infiniment plus et mieux que les miettes au nom desquelles il nous a été enjoint de mettre fin à la plus grande grève de l'histoire du mouvement ouvrier français. Une comparaison avec les résultats obtenus en 1936, 1947, 1951, notamment (alors que le mouvement était d'une ampleur bien moindre) est édifiante à cet égard.

Cela, des millions de travailleurs le pensent. Certains, dont je suis, l'ont dit tout haut. Au lieu de tenter de leur prouver qu'ils avaient tort, et pourquoi on les a exclus de la C.G.T. partout où on a pu le faire, après les avoir couverts de

calomnies. A titre d'exemple l'un des membres de la "Commission syndicale d'enquête" n'a pas craint de déclarer que je "faisais parti des éléments troubles qui, en collusion avec le pouvoir gaulliste, voulaient entraîner la classe ouvrière dans une aventure qui aurait été noyée dans des flots de sang".

Fort heureusement pour ce camarade, le ridicule ne tue pas. Mais la vérité est invincible. L'histoire montre que le triomphe du mensonge est toujours éphémère.

Tout militant ouvrier sait par expérience que la lutte des classes est une loi objective, indépendante de toute volonté humaine. Ceux qui, dans les faits tournent le dos à cette réalité se condamnent eux-mêmes ! Quelque soit leur force apparente et momentanée.

Un jour, pas si éloigné que l'espèrent ceux qui m'ont exclu de la C.G.T., la classe ouvrière fera son unité sur la base de la lutte classe contre classe. Hier au sein de la C.G.T., aujourd'hui momentanément en dehors d'elle, j'œuvrerais dans la mesure de mes moyens à rapprocher ce jour, aux côtés de tous ceux qui reconnaissent la justesse d'une telle perspective, et ce, dans les formes que nous ensemble nous déterminerons en toute indépendance.

En terminant, je remercie les nombreux camarades cadres et exécution de tous services et résidences, et en particulier les camarades de la section technique "Bureaux et magasins" qui se sont élevés contre la mesure arbitraire dont j'ai été l'objet, et m'ont témoigné une solidarité fraternelle et sans défaillance.

Marseille, le 9 février 1969.
M. J.

Représentant sortant au C.M.C.B. Délégué sortant de la 62^e Cat DIR (1)

Adhésion à la C.G.T. clandestine en 1943

à la Fédération des Cheminots en septembre 1945

Ancien Secrétaire du Syndicat du Havre

Ancien délégué de la 10^e catégorie 3^e A.R.E.X. OUEST Ancien membre du Secrétariat de l'Union R.M.

(chargé de la trésorerie)

A peine ce tract a-t-il été distribué, indique notre camarade, de nombreux cheminots, membres de la C.G.T. et même du P."C."F., ont manifesté leur indignation contre ces procédés, auxquels, jusque-là, ils ne voulaient pas croire. Des cheminots d'autres établissements, des prolétaires corporations, des militants étudiants, etc... voulaient tous avoir des exemplaires de la déclaration de l'exclu.

Si les dirigeants révisionnistes de l'U.D.-C.G.T. et de la Fédération des Cheminots pensaient isoler ce militant, c'est plutôt raté. Beaucoup de travailleurs, cheminots ou non, sont amenés à réexaminer, à la lumière de cette exclusion, la confiance quasi totale qu'ils avaient, en la Directoire Confédérale C.G.T.

Voilà un résultat auquel nos bonzes ne s'attendaient guère.

Semblables à ces sots dont parle le camarade Mao Tsé-toung, ils ont soulevé une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds, à la grande joie des travailleurs et de tous les militants révolutionnaires.

(1) C.M.C.B. : Comité Mixte Collectif "Bureaux".
DIR : Direction.

5 MARS :

LES ARTISANS ET PETITS COMMERÇANTS MANIFESTENT LEUR COLÈRE

La politique économique d'oppression du pouvoir des monopoles, a fait de cette semaine, pour le petit commerce et l'artisanat, une semaine importante dans la lutte contre l'état patron.

En effet, sous la pression de la base qui, en de nombreux endroits, avait déjà manifesté vigoureusement son opposition à toutes les mesures fiscales prises par l'Etat des monopoles, qui tente de reprendre d'une main le double de ce que la classe ouvrière et les étudiants lui ont arraché de l'autre au mois de mai (on est capitaliste ou on ne l'est pas), les P.M.E., donc, sous la pression de la base, avaient décidé le principe d'une grève d'avertissement, pour le mercredi 5 mars, de 13 h. à 18 h. Ce mouvement de grève fut suivi à près de 95 %.

En de nombreux endroits, la grève commença dès le matin, durant toute la journée, dépassant en cela les consignes syndicales jugées par la base bien trop molles pour être efficaces. En effet, les heures de grève choisies par le « sommet », de 13 h. à 18 h., correspondaient à peu de chose près aux heures où le commerce est le plus calme (13 h. à 17 h.). Il ne fallait pas trop gêner le système qui vous paie (n'est-ce pas, les Gimgembre, Delau et autres compères, soi-disant défenseurs des petits commerçants et artisans ?) Les formes d'actions de la base furent différentes suivant les régions et suivant le degré de niveau politique des grévistes. Dans certaines régions, des comités de base ouvriers-étudiants-consommateurs furent créés, distribuant des tracts à la population ou collant des affiches pour expliquer les revendications des petites entreprises écrasées de charges et appelées à disparaître au profit des trusts nationaux ou internationaux de la bourgeoisie capitaliste. Dans d'autres régions, des pétitions furent faites, des délégations en mairie, ou auprès des agents du fisc.

Mais le mouvement de protestation contre l'Etat des monopoles fut beaucoup plus violent et revendicatif dans de nombreuses villes, telles qu'à Bordeaux, où un défilé de 10.000 manifestants se heurta aux forces de l'ordre du capital; à Vannes, où un défilé de 5.000 manifestants rencontra violemment les C.R.S. du système qui firent usage de gaz lacrymogènes pour se dégager et où des vitrines

de grands magasins volèrent en éclats sous la violence des heurts. A Nantes également, où 10.000 manifestants brisèrent les glaces de trois grands magasins restés ouverts; à Lorient, où 8.000 manifestants bloquèrent la voie Quimper Paris et brisèrent les glaces de magasins refusant de fermer (sans doute parce que bénéficiaires du système des exploités)...

A Lille, manifestation de 4.000 grévistes; au Havre, 2.000 manifestants bousculèrent et expulsèrent les clients d'un magasin resté ouvert; à Marseille, la participation à la grève fut de 100 %. Dans d'autres villes enfin, d'autres formes d'action furent expérimentées: vitrines éteintes le soir en signe de protestation, blocage des voies de communications, manifestations éclairs autour des préfectures ou des mairies. Partout, la grève fut un succès. Cette grève des « indépendants » éclairant d'un jour nouveau la lutte de classe, exploités contre exploités, engagée contre le pouvoir de la bourgeoisie monopoliste capitaliste.

Si l'on veut faire un bilan rapide de cette journée nationale d'action du petit commerce et de l'artisanat, l'on peut dire que « les petits », qu'ils soient travailleurs, artisans ou petits commerçants, démasquent jour après jour le vrai visage de la société capitaliste monopoliste dont l'Etat est le valet, qu'ils démasquent également de jour en jour le visage de traître de ceux qui prétendent les défendre et qui n'en sont restés qu'au stade inférieur des pétitions, des recommandations, des motions. Mais cela démontre aussi que c'est par des actions de masse répétées et organisées à la base en liaison avec la lutte de la classe ouvrière, la plus exploitée par le système capitaliste, que le petit commerce et l'artisanat pourra sortir du carcan qui l'étrangle pour jouer le rôle qui sera le sien dans une société socialiste qui pourra créer un type d'hommes nouveaux, d'où l'égoïsme sera banni et où l'exploitation de l'homme par l'homme sera impossible.

Ce n'est qu'un début, continuons le combat !

A bas le capitalisme !

Vive le socialisme !

(Un petit commerçant et artisan
de la Région parisienne.)

DE BERLIN
AUX FRONTIÈRES CHINOISES :

Dans le temps où les revanchards de Bonn s'apprêtaient à élire leur président à Berlin-Ouest, exprimant ainsi ouvertement leurs prétentions sur la R.D.A., les faux communistes du Kremlin envoyaient leurs blindés contre les gardes-frontière de la République Populaire de Chine.

La prétendue « crise de Berlin » n'a été pour eux, en définitive, qu'un moyen de renforcer leur alliance de fait avec les impérialistes. Témoin cette phrase de Nixon-la-veste, exprimant toute sa satisfaction : « L'U.R.S.S. me semble prête à coopérer avec les U.S.A. dans la défense de la paix mondiale et sur tous les fronts ». La « défense de la paix mondiale » signifie pour Nixon la liberté d'agresser et de piller en paix les peuples du monde... et c'est pour cette sale besogne qu'il trouve des alliés chez les dirigeants révisionnistes soviétiques.

UN LIVRE QUI NE PLAIRA PAS
A TOUT LE MONDE !



6, rue Git-le-Cœur, Paris-6^e

8 F

SPORT D'ÉLITE OU SPORT DE LUTTE DE CLASSES ?

Annoncé à grand renfort de publicité, la course de relais HEC-Sciences-Po, sous le haut patronage de Comiti, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, fut « troublée » à l'arrivée par le Comité d'Action-Sciences-Po.

Celui-ci avait appelé tous les étudiants à se mobiliser en masse rue Saint-Guil-laume pour empêcher Comiti d'entrer dans l'Institut où il était censé remettre la coupe aux vainqueurs. De nombreux drapeaux rouges avaient été hissés sur la façade.

L'Ex-barbouze Comiti (si ce n'est lui c'est donc son frère) qui fanfaronnait quelques semaines auparavant, proclamant que le marxisme était dépassé, s'enfuit la queue basse devant la détermination des étudiants révolutionnaires.

Le lendemain, le « Figaro » et l'« Equipe » élucubraient sur l'apolitisme du sport, reprochant à un de nos camarades qui avait levé le poing au passage de relais, d'avoir rompu la « trêve sacrée du sport ».

Déjà, à Mexico, les coureurs noirs avaient en recours à ce geste pour dénoncer l'hypocrisie des U.S.A. qui n'honorait les noirs que dans la mesure où ils servent le prestige de l'impérialisme américain.

Ce geste représente la révolte des peuples opprimés et de tous les prolétaires contre le sport d'élite. De fait, la conception commerciale du sport qui s'impose de Colombes à Mexico est liée aux intérêts de la bourgeoisie. On veut bien nous



montrer un « Pelé », footballeur issu du peuple, à condition qu'il gagne des dizaines de millions sur le stade et qu'il soit ainsi intégré au système. Mais ce que l'on ne veut pas c'est que dans les entreprises, sur les chantiers, dans les facultés, les travailleurs et les étudiants tracent la voie d'un sport de masse qui contribue à leur épanouissement.

En Chine, dans toutes les usines, il existe des terrains de sports, où, à la pause ou après les heures de travail, les ouvriers peuvent pratiquer leur sport favori. Pendant les heures de travail, il est d'autre part prévu des pauses-gymnastiques quand les ouvriers en ressentent le besoin.

Tandis qu'en France, ce qui domine, c'est le sport de classe, le sport des vedettes avec plein d'étiquettes publicitaires sur les maillots. Le sportif n'est plus qu'un homme-sandwich au service du capital. Les sports mis en avant sont le plus souvent des sports d'élite, et des milliards sont engloutis dans des réalisations de prestige de type Grenoble. Combien de travailleurs de chez Merlin à Grenoble savent-ils patiner... ?

De même à l'Université, on recherche les champions, on sélectionne les élites. La course HEC-Sciences-Po, c'est l'affrontement fraternel des futurs capitalistes et des futurs « chiens de garde ». C'est pourquoi les camarades de Sciences-Po ont refusé de contribuer à la renommée de classe de leur école, dite « grande », et se sont servi de cette course comme d'une tribune pour dénoncer la tentative de récupération politique par le gouvernement de cette pseudo-manifestation sportive, soi-disant de masse.

Des militants M.L. du C.A. Sciences-Po.

Dans notre courrier

Chers amis,

Hier en rentrant de travailler j'ai entendu une belle histoire que je ne puis me retenir de vous raconter.

Edgar Faure était au Mans hier. Discussion entre le C.A.L. et l'U.N.C.A.L. :

C.A.L. : Alors les révisos, qu'est-ce que vous faites pour accueillir Edgar ? Nous nous faisons grève !

U.N.C.A.L. : Nous y avons bien pensé. Mais en définitive nous trouvons que c'est stupide. Nous allons proposer une motion que nous adressons au ministre.

C.A.L. : (Eclats de rire) ! Le « Ministre » a du meilleur papier que ça pour se torcher le cul !

Vive la grève ! et tous chez Renault ! Inutile de vous décrire l'ambiance.

C.A.L. (Lycée Montesquieu et Lycée Technique) ont alors entraîné 2 à 3 milles lycéens, sont sortis dans la rue, sont montés de la place Washington (place du Lycée Tech.) à la République, puis à la Préfecture. De là ils sont allés « au petit trol », apporter leur soutien aux ouvriers de la R.N.U.R. (5 km aller !).

Les jeunes sont vraiment formidables !

Pauvre W.-Rochet, c'est lui qui aura besoin de « motions » ! Tout ça va lui ficher la colique !

Très amicalement H.

En dernière minute, j'ai appris que chez Renault les « cadres » se seraient battus. L'un d'eux auraient été fichu dans une benne ! Décidément Le Mans se distingue !

ABONNEMENT A L'HUMANITE-ROUGE

Abonnement ordinaire

6 mois 20 F
1 an 40 F

Abonnement de soutien

40 F
80 F

Nom

Prénom

Adresse

Boite Postale 134 - Paris - 20^e
C.C.P. 30226-72 LA SOURCE

ERRATUM. — Dans le précédent numéro, l'origine de plusieurs documents n'a pas été mentionnée par erreur. Tel est notamment le cas de l'article « POUR LA DEFENSE DE STALINE » (en dernière colonne de la page 7 et en page 8), texte qui aurait dû être signé : « CONTRIBUTION D'UN CAMARADE A LA DEFENSE DE STALINE ».

VIVE LA GUERRE DU PEUPLE !

MAO TSE-TOUNG GUIDE DE LA GUERRE DU PEUPLE

Voici nos principes militaires :

1. Attaquer d'abord les forces ennemies dispersées et isolées, et ensuite les forces ennemies concentrées et puissantes.
2. S'emparer d'abord des villes petites et moyennes et des vastes régions rurales, et ensuite des grandes villes.
3. Se fixer pour objectif principal l'anéantissement des forces vives de l'ennemi, et non pas la défense ou la prise d'une ville ou d'un territoire. La possibilité de garder ou de prendre une ville ou un territoire résulte de l'anéantissement des forces vives de l'ennemi, et souvent une ville ou un territoire ne peuvent être tenus ou pris définitivement qu'après avoir changé de mains à plusieurs reprises.

4. A chaque bataille, concentrer des forces d'une supériorité absolue (deux, trois, quatre et parfois même cinq ou six fois celles de l'ennemi), encercler complètement les forces ennemies, s'efforcer de les anéantir totalement, sans leur donner la possibilité de s'échapper du filet. Dans des cas particuliers, infliger à l'ennemi des coups écrasants, c'est-à-dire concentrer toutes nos forces pour une attaque de front et une attaque sur l'un des flancs de l'ennemi ou sur les deux, anéantir une partie de ses troupes et mettre l'autre partie en déroute, afin que notre armée puisse déplacer rapidement ses forces pour écraser d'autres troupes ennemies. S'efforcer d'éviter les batailles d'usure dans lesquelles les gains sont inférieurs aux pertes ou les compensent seulement. Ainsi, bien que dans l'ensemble nous soyons (numériquement parlant) en état d'infériorité, nous avons la supériorité absolue dans chaque secteur déterminé, dans chaque bataille, et ceci nous assure la victoire sur le plan opérationnel. Avec le temps, nous obten-

drons la supériorité dans l'ensemble et finalement nous anéantirons toutes les forces ennemies.

5. Ne pas engager de combat sans préparation, ou un combat dont l'issue victorieuse ne soit pas certaine. Faire les plus grands efforts pour se bien préparer à chaque engagement et pour s'assurer la victoire dans un rapport de conditions donné entre l'ennemi et nous.

6. Mettre pleinement en œuvre notre style de combat — bravoure, esprit de sacrifice, mépris de la fatigue et ténacité dans les combats continus (engagements successifs livrés en un court laps de temps et sans prendre de repos).

7. S'efforcer d'anéantir l'ennemi en recourant à la guerre de mouvement. En même temps, donner son importance à la tactique d'attaque de positions dans le but de s'emparer des points fortifiés et des villes de l'ennemi.

8. En ce qui concerne l'attaque des villes, s'emparer résolument de tous les points fortifiés et de toutes les villes faiblement défendus par l'ennemi. S'em-

parer au moment propice de tous les points fortifiés et de toutes les villes modérément défendus par l'ennemi, à condition que les circonstances le permettent. Quant aux points fortifiés et villes de l'ennemi puissamment défendus, attendre que les conditions soient mûres, et alors les prendre.

9. Compléter nos forces à l'aide de toutes les armes et de la plus grande partie des effectifs pris à l'ennemi. Les sources principales d'hommes et de matériel pour notre armée sont au front.

10. Savoir mettre à profit l'intervalle entre deux campagnes pour reposer, instruire et consolider nos troupes. Les périodes de repos, d'instruction et de consolidation ne doivent pas, en général, être très longues, et, autant que possible, il ne faut pas laisser à l'ennemi le temps de reprendre haleine.

Telles sont les principales méthodes appliquées par l'Armée populaire de Libération pour battre Tchiang Kai-shek. Elles ont été forgées par l'Armée populaire de Libération au cours de longues années de combats contre les ennemis intérieurs et extérieurs et elles conviennent parfaitement à nos conditions actuelles. ... Notre stratégie et notre tactique reposent sur la guerre populaire; aucune armée opposée au peuple ne peut utiliser notre stratégie et notre tactique.

«La Situation actuelle et nos tâches» (25 décembre 1947), Œuvres choisies de Mao Tse-toung, tome IV.

LUTTE ARMEE DE GIRIJANS, DANS L'ETAT D'ANDHRA

La revue mensuelle indienne « Libération » de février cite la déclaration des révolutionnaires du parti communiste indien qui dirigent la lutte des Girijans révolutionnaires : « Les flammes de Naxalbari s'étendent rapidement aux différentes parties de l'Inde et encouragent les paysans Girijans révolutionnaires à poursuivre leur lutte.

L'insurrection armée révolutionnaire des Girijans est une composante inséparable de la révolution paysanne qui se développe aujourd'hui dans tout le pays. »

« Pour la première fois maintenant, une tribu opprimée a été capable d'opposer une résistance efficace et soutenue à ses exploités et au pouvoir d'état oppresseur parce qu'elle est dirigée actuellement par les révolutionnaires communistes armés de l'invincible pensée du président Mao. »

« Du 20 décembre 1968 au 30 janvier 1969, pas moins de 29 policiers armés réactionnaires, dont un inspecteur régional et un sous-inspecteur, ont été tués par les héroïques guérilleros Girijans. Comment ces guérilleros paysans révolutionnaires ont-ils pu déjouer les tentatives répétées des forces policières, armées réactionnaires, mille fois mieux équipées, mieux entraînées et mieux armées... pour les encercler et les anéantir ?

C'est précisément parce que les combattants paysans Girijans s'efforcent de suivre de près les enseignements du président Mao Tse-toung et apprennent à faire la guerre en la faisant. »

Les révolutionnaires communistes qui dirigent la lutte armée révolutionnaire des paysans Girijans ont proclamé dans une déclaration les buts immédiats de la lutte armée révolutionnaire des paysans Girijans comme suit :

- « confisquer de force les céréales et autres nécessités cachées par les propriétaires féodaux ;
- refuser de rembourser les dettes et les emprunts ;
- renverser les propriétaires féodaux. »

« Cette remarquable lutte armée révolutionnaire sans précédent des paysans Girijans a soulevé un nouvel enthousiasme parmi les forces progressistes du district.

Celle-ci oblige tout le monde à prendre position. Cela embarrasse particulièrement cette fraction misérable des pseudo-révolutionnaires — les Dangistes notoires et les néo-révissionnistes — et fait apparaître devant tout le monde leur traits odieux.

« Les masses paysannes voient maintenant clairement qu'au lieu de se limiter à soutenir leur lutte, les révolutionnaires communistes la dirigent vers la victoire finale. »

INDE

CRIMES DU GOUVERNEMENT REVISIONNISTE DE L'ETAT DU KERALA

Au chantier de la centrale hydro-électrique d'Idikki, situé dans les montagnes couvertes de forêts, à 30 miles de la localité la plus proche, plusieurs milliers d'ouvriers travaillent dans des conditions abominables et ont été poussés au soulèvement.

Le 25 février, ils ont encerclé la résidence d'un de ces entrepreneurs qui s'engraissent de leur sang et de leur sueur. Ils ont protesté contre la répression criminelle qu'il exerce.

Le 27, le gouvernement du Kerala dirigé par le révisionniste Namboodiripad a lancé sa police armée contre les ouvriers pour délivrer l'entrepreneur-vampire. Les policiers ont battu les ouvriers à coups de matraque. Ceux-ci ont riposté aux brutalités avec des briques et des pierres. La police réactionnaire a alors ouvert le feu, tuant 3 ouvriers et blessant plus de 20 autres. Mais au cours du combat, un ouvrier héroïque a quand même réussi à arracher le fusil d'un flic et à faire feu, blessant un policier.

En mai 1968 déjà, les ouvriers temporaires du chantier s'étaient mis en grève contre la cruauté avec laquelle ils étaient exploités et opprimés. Là encore, le gouvernement de Namboodiripad envoya sa police réactionnaire réprimer les ouvriers. Plus de 90 furent arrêtés arbitrairement.

La sanglante répression d'Idikki a montré une fois de plus au peuple que les gouvernements d'état sous le contrôle des révisionnistes indiens ne sont que des laquais du gouvernement central réactionnaire et des instruments aux mains des grands propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie, qui imposent sa dictature contre révolutionnaire sur les masses ouvrières et paysannes.

AMIS LECTEURS

— assurez-vous que votre marchand de journaux est toujours approvisionné en exemplaires de « l'Humanité Rouge ».

— signalez-nous rapidement s'il est insuffisamment approvisionné.

— réservez-lui dès maintenant le prochain numéro ou abonnez-vous.



EN AVANT, LA VICTOIRE EST A NOUS !

Les nouvelles attaques généralisées des Forces Armées Populaires de Libération (F.A.P.L.), depuis le 22 février, sont quotidiennement si nombreuses que leur seule énumération serait déjà révélatrice de la puissance invincible de la guerre révolutionnaire du peuple, qui remporte des victoires de plus en plus décisives contre les impérialistes yankees.

Mais cette énumération même nous est ici impossible : Le bulletin du 1^{er} mars du bureau de presse parisien du F.N.L., par exemple, consacre six pages pleines au bref récit des seuls trois premiers jours d'attaques généralisées, depuis le 22 février. L'extrait ci-dessous n'est donc qu'une des très nombreuses illustrations de la situation générale du Sud-Vietnam :

TAY NINH : Le 23 février à deux heures précises, les F.A.P.L. ont assailli la base U.S. à Loc Ninh — à 23 km au Nord-Est de Tay Ninhville — une base opérationnelle et d'appui de feu de la 1^{re} brigade, 1^{re} division « aéromobile », défendue par deux compagnies d'infanterie du 2^e bataillon, deux compagnies d'artillerie lourde et un certain nombre de blindés.

Pris complètement au dépourvu, les G.I.'s ont été en grande partie mis hors de combat, les survivants se sont dispersés. L'aviation et l'artillerie américaines ont dû bombarder leur base même.

THU DAU MOT : Dans la nuit du 22 au 23, les fantassins et les artilleurs des F.A.P.L. ont infligé de lourdes pertes à la base de la 3^e brigade, 25^e division d'infanterie américaine à Dau Tieng, à 70 km au Nord-Ouest de Saigon.

Du 23 au matin, l'ennemi dépêcha à sa rescousse une compagnie de « cavaliers aéromobiles » du 1^{er} ba-

taillon de la 1^{re} brigade, mais interceptée par les F.A.P.L. à 2 km de Dau Tieng, cette compagnie a été fortement éprouvée. Une autre compagnie fut envoyée sur les lieux, elle a subi le même sort que la précédente.

PHUOC LONG : Le 23 vers une heure du matin, les F.A.P.L. ont attaqué de nombreuses positions ennemies dans le chef-lieu provincial, telles que le siège administratif, le siège de la police, la résidence du chef fantoche de la province, l'aérodrome, le quartier résidentiel des conseillers américains, le centre de recrutement.

Les F.A.P.L. ont tué, blessé et capturé de nombreux ennemis et ont fait sauter plusieurs bâtiments de l'administration fantoche, y compris la résidence du chef fantoche de la province.

Elles ont encore détruit 2 dépôts d'armes et de munitions, 1 dépôt de carburant, 12 véhicules militaires, 1 canon de 105 mm et ont paralysé les communications de l'ennemi.

LE 50^e ANNIVERSAIRE DE l'Internationale Communiste

Il y a cinquante ans, au début de mars 1919, était créée à Moscou la Troisième Internationale, l'Internationale communiste.

Une cinquantaine d'années plus tôt, des organisations de travailleurs européennes avaient compris qu'à l'Internationale de fait que formaient entre eux les capitalistes, il fallait opposer une Internationale ouvrière, capable de coordonner l'action et l'analyse des différents groupes prolétariens existants. Sous l'impulsion de MARX s'était alors constituée la Première Internationale. Dissoute peu après la Commune de Paris, elle s'était reformée vers la fin du siècle en Deuxième Internationale. Celle-ci réunissait des partis sociaux-démocrates beaucoup plus puissants et structurés mais n'avait, encore une fois, pour rôle que de les coordonner sans qu'il existât entre eux une ligne politique ferme et commune. C'est ainsi que la majorité de ces partis dégénéra peu à peu en organisations réformistes, à vocation parlementaire, comme la S.F.I.O. Durant la Première Guerre mondiale, ils trahirent, pour la plupart, l'internationalisme prolétarien en soutenant avec chauvinisme les gouvernements bourgeois en place.

LÉNINE comprit que la seule façon de s'opposer victorieusement à l'impérialisme et d'empêcher la corruption de chaque parti par l'idéologie bourgeoise dominante, était de regrouper l'armée prolétarienne mondiale par un règlement commun, une stratégie commune et derrière un commandement unique. Sur le champ de bataille, on ne laisse pas les régiments agir chacun à sa guise. Chacun d'eux tient compte du terrain sur lequel il se trouve pour manœuvrer mais obéit au plan général de l'état-major. De même, pour LÉNINE, chaque Parti communiste national devait définir son propre programme en fonction de la situation spécifique à son pays mais agir conjointement avec les autres P.C. de façon à porter des coups plus redoutables au capitalisme international.

« LES 21 CONDITIONS »

Au deuxième congrès de l'I.C. furent alors définies 21 conditions rigoureuses d'adhésion :

1. La propagande et l'agitation quotidiennes doivent être strictement communistes sans le moindre compromis avec la bourgeoisie et le réformisme.
2. Les postes de responsables doivent être confiés en priorité à des travailleurs sortis du rang même insuffisamment expérimentés.
3. Le Parti doit savoir agir autant sur le plan légal qu'illégal.
4. Un travail systématique doit être fait chez les soldats.
5. De même auprès des paysans pauvres et des ouvriers agricoles.
6. Dénoncer le social-pacifisme qui croit aux règlements internationaux sans violence.
7. Rompre de manière complète et définitive avec le réformisme.
8. Soutenir, non en paroles mais dans les faits, les mouvements de libération des colonies, éduquer les travailleurs et les soldats dans un esprit de fraternité à l'égard des peuples opprimés.
9. Conquérir les syndicats au communisme et les subordonner au Parti.
10. Combattre implacablement les syndicats jaunes.
11. Contrôler rigoureusement sa fraction parlementaire.
12. Appliquer le centralisme démocratique pour atteindre, dans le Parti, à une discipline de fer confinante à la discipline militaire.
13. Epurer régulièrement les éléments petits-bourgeois.
14. Soutenir sans réserve l'U.R.S.S. bolchévique.
15. Adopter un programme totalement communiste adapté aux conditions nationales mais conçu dans l'esprit de l'I.C.
16. Se plier aux décisions des congrès de l'I.C.
17. Porter le nom de Parti communiste.
18. Publier tous les textes importants de l'I.C.
19. 20. 21. Accepter les 21 conditions.

Il est clair que le P.«C.»F., qui s'appelaient alors Section Française de l'Internationale Communiste, a depuis longtemps oublié la plupart de

ces prescriptions, qu'il les a révisées comme il a révisé les autres enseignements de LÉNINE. L'heure, dirait-il, comme M. TOGLIATTI, est au « polycentrisme », car les différents pays du monde sont arrivés à des niveaux de développement si inégaux qu'il est impossible de demander à tous les P.C. d'adopter une même stratégie. Et ainsi, à l'écouter, chaque parti prolétarien devrait se trouver confronté seul à l'ennemi commun qui mangerait, tout à loisir, le Mouvement communiste international bouchée par bouchée. Pour en arriver là, il faut avoir le désir ardent de se faire manger, c'est-à-dire, en vérité, d'être récupéré et intégré dans le système capitaliste.

Les vrais communistes considèrent que les conditions de l'Internationale communiste sont à l'ordre du jour plus que jamais. Car l'ennemi est plus cohérent avec une direction unique qui est l'impérialisme américain mais plus vulnérable aussi qu'il ne l'a jamais été car il entre aujourd'hui dans une période de crise générale, tant économique que politique et idéologique, due au soulèvement mondial des peuples. Le moment est donc venu de resserrer les rangs du prolétariat international et de les renforcer par ceux de ses alliés, les peuples opprimés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

En 1919, les directions prolétariennes se sont tout naturellement regroupées autour du parti de LÉNINE qui tenait haut le drapeau de la révolution mondiale. Aujourd'hui ce drapeau a été repris par le parti de MAO TSE-TOUNG. Il est l'ennemi implacable de l'impérialisme qui en a fait son adversaire principal comme jadis de l'U.R.S.S. Il a dénoncé de manière radicale aux yeux des peuples le révisionnisme, comme jadis le P.C. bolchévique et le fit de la Deuxième Internationale et de KAUTSKY. Il a fait de la Chine le plus puissant bastion de la Révolution et a porté le socialisme à une étape nouvelle comme le firent jadis en Russie LÉNINE et ses compagnons.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSONS-NOUS !

(Suite de la page 1)

A BAS LES NOUVEAUX TSARS !

LE SOCIAL IMPÉRIALISME

Plus profondément l'agression contre la Chine, la reprise de la politique colonialiste des tsars confirme la dégénérescence de la clique révisionniste en un gang social-impérialiste. Le social-impérialisme est « socialisme en parole, impérialisme dans les faits, transformation de l'opportuniste en impérialisme » (Lénine). Le révisionnisme est trahison sous prétexte de révision, dénaturation des principes du socialisme, socialisme en parole, restauration du capitalisme dans les faits. Lorsqu'un peuple cesse d'être libre, il est normal que la minorité qui l'exploite cherche également à exploiter d'autres peuples. Le capitalisme renaissant en Union Soviétique sous le masque du socialisme a besoin d'asservir d'autres pays qui lui servent de marché ou de fournisseurs de matières premières à bon compte. Le social-impérialisme est le stade suprême du révisionnisme. La Russie retient ses prétendus alliés dans une sorte de pacte colonial qui lui permet d'y vendre ses produits très au-dessus des cours mondiaux, d'acheter les leurs très au-dessous. Elle maintient ce privilège par l'agression armée, si nécessaire, comme en Tchécoslovaquie. Les troupes soviétiques sont entrées en Tchécoslovaquie sous prétexte d'y défendre le socialisme : en réalité leur présence n'a pas d'autres raisons que celui des armées américaines au Vietnam. Le Révisionnisme russe sous prétexte d'« aide » économique et militaire s'in-

filtre en Inde, en Egypte, au Nigeria, en bien d'autres pays de la zone des tempêtes et s'efforce d'y développer un néo-colonialisme tout semblable à celui des américains. La diplomatie néo-tsariste entend faire admettre le principe d'un partage du monde entre la Russie et l'Amérique. La politique à l'égard de la Chine s'identifie à celle suivie à l'égard de la Tchécoslovaquie : par l'agression et la subversion faire entrer la Chine dans le camp révisionniste.

Les révolutionnaires du monde entier qui savent tout ce que leur apporte le soutien actif de 700 millions de Chinois se feront un devoir de manifester à leur tour leur solidarité avec la Chine Populaire, de dénoncer et de combattre encore plus farouchement le révisionnisme des usurpateurs Brejnev et Kossyguine. Mais les révolutionnaires du monde entier n'auront pas peur pour la Chine Populaire. La Chine Populaire n'est pas la Tchécoslovaquie. La clique révisionniste tchécoslovaque a livré son pays pieds et poings liés à la clique révisionniste russe. Par centaines de millions le peuple de Chine s'est levé pour crier son indignation, pour affirmer sa détermination de défendre le territoire de sa patrie. Que les sociaux-impérialistes russes poussent la démence jusqu'à jeter leurs troupes à l'assaut de la Chine populaire. Elles feront l'expérience qu'un peuple menant la guerre du peuple, qu'un peuple armé de la pensée de Mao Tsé-toung est invincible, elles seront anéanties... à moins que, d'elles-mêmes, elles réservent leurs premières balles à leurs propres généraux

A BAS LE SOCIAL-IMPÉRIALISME !

LE RÔLE UNIFICATEUR D'UN JOURNAL MARXISTE-LÉNINISTE

Une fois lancé, un journal doit être pris au sérieux et bien mené. Rédacteurs et lecteurs portent à cet égard une responsabilité partagée. Il importe que les lecteurs expriment leur opinion et fassent connaître, par de courtes lettres et des articles, ce qui leur plaît et ce qui ne leur plaît pas. C'est la seule façon d'assurer le succès de la revue.

Il nous faut recueillir les idées des masses, les concentrer et les porter de nouveaux aux masses, afin qu'elles les appliquent fermement, et parvenir ainsi à élaborer de justes idées.

MAO TSE-TOUNG Citations

Tout le monde sans exception parle aujourd'hui de l'importance qui s'attache à l'unification ; mais la plupart du temps on ne se fait aucune idée bien nette de la question de savoir par où et comment réaliser cette unification. On reconnaîtra sans doute que pour « unifier », par exemple, les cercles des quartiers d'une ville, il faut qu'il y ait des institutions communes, c'est-à-dire non pas seulement l'étiquette commune d'« union », mais un travail commun véritable, un échange de documentation, d'expérience et de forces, une répartition des fonctions pour toute l'activité dans la ville, pas seulement par quartiers, mais par spécialités. Mais il faut — c'est une nécessité indispensable — il faut avant tout élargir ce champ d'action, créer une liaison effective entre les villes sur la base d'un travail régulier commun, car le morcellement comprime les facultés de ceux qui, renfermés comme dans une tour, ignorent ce qui se passe dans le pays, ne savent pas acquiescer de qui s'instruire, comment acquiescer l'expérience

Et je persiste à soutenir que l'on ne peut commencer à créer cette liaison effective qu'avec un journal commun, entreprise unique et régulière pour tout le pays, qui résumera les activités les plus variées et incitera les gens à progresser constamment dans toutes les voies nombreuses qui mènent à la révolution, comme tous les chemins mènent à Rome. Si nous voulons nous unir non pas seulement en paroles, il faut que chaque cercle local prélève sur le champ, mettons le quart de ses forces, pour la participation active à l'œuvre commune. Et le journal lui montre aussitôt le désir général, les proportions et le caractère de cette œuvre, surtout s'il en approuve l'orientation et juge utile pour la cause de devenir son collaborateur, entendant par là non seulement la collaboration littéraire, mais en général, toute collaboration révolutionnaire. A elle seule, la fonction de diffusion du journal commencerait à créer une liaison effective (si ce journal était digne de ce nom, c'est-à-dire s'il paraissait régulièrement, et non pas une fois par mois, comme les grandes revues, mais près de quatre fois par mois). Les relations de ville à ville pour les besoins de la cause révolutionnaire sont aujourd'hui assez rares ; elles deviendraient alors la règle et assureraient, bien entendu, non seulement la diffusion du journal, mais aussi (ce qui est beaucoup plus important) l'échange d'expérience, de documentation et de forces.

LENINE, Que faire ?